



Culture SNMD

musées Orsay-Orangerie

Musée d'Orsay - 62 rue de Lille - 75343 PARIS Cedex 07
tél. : 01 40 49 48 60 - mel : cgt@musee-orsay.fr

Musée de l'Orangerie - Jardin des Tuileries - 75001 PARIS
mel : org.cgt@musee-orangerie.fr

Paris, le 12 octobre 2015

Splendeurs et misères

« **Splendeurs et misères** », c'est le titre de l'exposition à succès de cet automne 2015 au musée d'Orsay, consacrée aux images de la prostitution au XIX^e siècle.

C'est aussi le résumé de la situation sociale aujourd'hui :

depuis l'instauration d'une « crise » économique dont les mesures d'austérité ne nous feront pas sortir, les inégalités ont fortement augmenté :

- d'un côté la splendeur pour des riches plus nombreux et de plus en plus riches
- de l'autre la misère pour des pauvres plus nombreux et de plus en plus pauvres.

Chaque année, les statistiques officielles le confirment : les écarts se creusent toujours plus entre la splendeur accrue de ceux à qui profite la crise, et la misère accrue de ceux qui supportent le poids de la crise.

L'évasion fiscale agressive, appelée « optimisation » fiscale, véritable hold-up du XXI^e siècle, a pris de telles proportions qu'elle menace aujourd'hui la stabilité budgétaire des États, plombée par la « crise des finances publiques » et la « dette ».

Des multinationales dégagent des milliards d'euros de bénéfices et paient très peu d'impôt. Des riches contribuables dissimulent leurs fortunes (qui chaque année connaissent une croissance à 2 chiffres) à l'abri du secret bancaire ou dans

des trusts domiciliés pour beaucoup en Europe même.

Le peuple, lui, paie au prix fort le lourd déficit de recettes de l'État, évaporées grâce à des accords entre le Luxembourg et plus de 300 firmes multinationales, géants du Net, des télécoms, de la finance ou de la grande consommation, par le biais de holdings ou de filiales.

La concurrence fiscale que se livrent les pays pour attirer les multinationales conduit à l'utilisation abusive de mécanismes légaux mais nocifs afin d'échapper à l'impôt, notamment sur les sociétés.

Une partie de ce manque à gagner fiscal est donc reportée sur les ménages. Pour le gouvernement, les acquis sociaux, la sécurité sociale, le code du travail, le statut des fonctionnaires doivent être démantelés car ils « ne sont plus adaptés » à l'ère moderne de la mondialisation.

60 milliards d'euros d'évasion fiscale, c'est **la moitié de la masse salariale de l'État** (120 milliards d'euros en 2014 pour payer des agents publics « qui coûtent trop cher »).

60 milliards d'euros d'évasion fiscale, c'est presque **10 fois le budget du ministère de la Culture et de la Communication** (7 milliards d'euros en 2015).